





Avec les compliments de la
Mit den besten Empfehlungen
With the Compliments of

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

Luxembourg • Case Postale 1813 • Telephone 48 81 31 • Telex 748



COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

**RAPPORT DE L'EXERCICE 1970/71
GESCHÄFTSBERICHT FÜR DAS JAHR 1970/71
REPORT FOR THE YEAR 1970/71**

Table des matières · Inhaltsverzeichnis · Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire	9
Bilan	10
Compte de Profits et Pertes	12

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	13
Bericht des Prüfungskommissars	15
Bilanz	16
Gewinn- und Verlustrechnung	18

	Page
Report of the Board of Directors	19
Auditor's Report	21
Balance Sheet	22
Profit and Loss Account	24

Membres du Conseil d'Administration

Heinz Osterwind

Vice-Président du Conseil de Surveillance de la Deutsche Bank AG
Président

Dr. Robert Ehret

Membre suppléant du Comité de Direction de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Dr. Jean Louis Schrader

Consul
Administrateur

Hans-Otto Thierbach

Membre suppléant du Comité de Direction de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck

Administrateur-Directeur général

Commissaire de Surveillance

Dr. Klaus Mertin

Membre suppléant du Comité de Direction de la Deutsche Bank AG

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 1972 sur l'exercice 1970/71

Evolution générale sur l'euro-marché

L'évolution sur l'euro-marché doit être vue sur la toile de fond d'un tableau caractérisé par une série d'événements de portée mondiale sur le plan économique mais spécialement sur le plan de la politique monétaire. Les troubles sur la scène monétaire, accompagnés d'un fléchissement de la conjoncture dans d'importants pays et l'abaissement des intérêts à plusieurs reprises ont été les facteurs déterminants de cette évolution. Les mesures prises isolément par quelques états ont eu un effet de désintégration pour l'économie mondiale. Une solution durable des problèmes monétaires internationaux permettant un développement sans entraves des mouvements internationaux des capitaux et des échanges extérieurs est vivement souhaitée. Un premier pas a été fait dans ce sens en décembre 1971 par la décision du Club des Dix à Washington.

En dépit de ces influences néfastes, les transactions sur ce marché ont connu une expansion durant la période sous revue. D'après le rapport de gestion de la Banque des Règlements Internationaux pour l'exercice 1970/71, les crédits octroyés en monnaie étrangère par les 8 pays européens établissant des rapports s'élevaient fin 1970 à

57 milliards de dollars US
(année précédente: 44) (= + 30%),

dont:

46 milliards de dollars US = 81% environ
(année précédente: 37,5 = 85%)

étaient libellés en dollars US et

11 milliards de dollars US = 19% environ
(année précédente: 6,5 = 15%)

en d'autres monnaies.

On estime que jusqu'à la fin du mois d'août 1971 le volume global était passé à environ 60 milliards de dollars US.

Cette évolution a été essentiellement déterminée par:

- un nouvel accroissement du déficit de la balance des paiements US,

- l'écart des taux d'intérêt entre l'euro-marché et les marchés monétaires nationaux,
- le besoin de crédits de plus en plus accentué, non seulement des grandes entreprises, en particulier de caractère multinational, mais de firmes de taille moyenne, crédits servant en premier lieu à des opérations de garantie de change.

Début mai 1971, les mesures prises par différents pays européens ont provoqué une inquiétude passagère sur le marché et un détournement des courants monétaires et de capitaux. Il a été décreté, entre autres, de ne plus verser d'intérêts sur les dépôts étrangers de sorte que ces capitaux ont cherché des possibilités de placement sur l'euro-marché au lieu de se tourner vers les marchés nationaux.

Les mesures protectionnistes prises par les USA en date du 15 août 1971 de même que la levée de la convertibilité en or du dollar ont eu une importance bien plus considérable. Ces deux mesures ont entraîné passagèrement une demande fiévreuse de dollars US sur l'euro-marché, notamment à court terme. Dans les mois précédents, le niveau des intérêts pour des dollars US sur l'euro-marché s'était encore réduit par étapes parallèlement aux abaissements du «prime rate» aux USA. Les autres monnaies négociées sur l'euro-marché ont été également touchées par cette évolution, une série d'états ayant pris des mesures afin de freiner les mouvements monétaires et de capitaux au-delà des frontières. Certains marchés des devises se sont trouvés scindés, rendant difficile l'accès à l'euro-marché ou le rendant impossible. Le résultat en a été que l'activité dans le secteur des arbitrages sur le marché des dépôts a pris une importance plus grande.

Le marché des euro-bonds s'est trouvé lui aussi touché par l'ébranlement du système monétaire international de même que par les mesures d'économie intérieure avec leur influence dépassant le cadre des différentes économies nationales.

Durant le quatrième trimestre de 1970, le volume des émissions garanties et offertes par des consortiums d'emprunts internationaux a fortement progressé par rapport aux périodes précédentes avec 0,8 milliard de dollars US environ ou leur contre-valeur. Au premier trimestre de 1971, un nouveau record a été atteint avec plus de 1,2 milliard de dollars US. Les chiffres du second et du troisième trimestre n'étaient que légèrement supérieurs aux chiffres correspondants de l'année précédente; néanmoins, les émissions des trois trimestres de 1971 atteignaient déjà la somme globale de 1970 (2,4 milliards de dollars US environ). Les décisions prises les 8 et 9 mai et celles du 15 août 1971 en matière de politique économique et monétaire ont eu l'effet, d'une part, de réduire l'activité du marché des euro-bonds, d'autre part, elles ont entraîné un décalage des rapports entre les monnaies d'émission au détriment du dollar.

Le taux d'intérêt nominal des «straight bonds» libellés en dollars US, qui avait progressé au troisième trimestre de 1970 pour atteindre 9,5%, était ramené à 8,5% à la fin de l'année, à 8% au premier trimestre de 1971, atteignant dans un nouvel essor par étapes 9% au troisième trimestre. Les emprunts en DM, dotés généralement d'un taux nominal de 8,5% en 1970, étaient ramenés durant le premier semestre de 1971 à 7,5% pour passer de nouveau à 8% durant le troisième trimestre.

L'euro-marché a pleinement fonctionné dans tous les domaines même durant l'évolution très irrégulière. Il s'est ainsi avéré comme la plaque tournante déterminante de la liquidité internationale, fait qui est même reconnu par ses critiques. Il faut une plus grande transparence ou l'établissement de centrales de contrôle tout en sauvegardant un degré suffisant de liberté dans les mouvements internationaux monétaires et des capitaux.

2. Développement de notre banque

L'évolution du premier exercice de la société a répondu pleinement à notre attente. Dans cette phase de constitution, nous nous sommes efforcés en premier lieu d'obtenir une place sur l'euro-marché et de la consolider. En même temps, nous avons employé tous nos efforts pour nous intégrer dans la

place bancaire de Luxembourg. Sous ce rapport, nous faisons partie de l'Association des Banques et Banquiers luxembourgeois; nous avons obtenu l'autorisation de négocier à la Bourse de Luxembourg et nous avons pris en outre une participation dans la «Centrale de Livraison de Valeurs Mobilières» (CEDEL). Pour l'accueil obligeant qui nous a été réservé nous exprimons nos remerciements sincères à tous les services de l'Administration, et en particulier aux banques du Luxembourg qui entretiennent avec la Deutsche Bank AG des liens d'amitié traditionnels.

Les deux facteurs suivants ont été déterminants pour l'expansion de nos affaires:

1. L'activité dans les opérations de crédit à l'échelle internationale, sur une base à court, à moyen et à long terme, dans toutes les monnaies convertibles;
2. les arbitrages sur le marché des dépôts qui ont encore gagné de l'importance durant le dernier trimestre de l'exercice en raison des événements de la politique monétaire.

Pour tenir compte de cette expansion, nous avons, dès le 2 octobre 1970, procédé à une augmentation de capital qui passe de 140 millions de francs luxembourgeois (environ 10 millions de DM) à 280 millions de francs luxembourgeois (environ 20 millions de DM); nous avons procédé à une seconde augmentation de capital du même montant en date du 21 décembre 1970 et notre capital s'élève actuellement à 420 millions de francs luxembourgeois (30 millions de DM) entièrement libéré. Nous continuerons à l'avenir à employer tous nos efforts pour renforcer nos fonds propres.

A la date du bilan, les créances sur nos clients s'établissaient à environ 15,1 milliards de francs luxembourgeois (environ 1,1 milliard de DM). Nous avons tenu compte des risques particuliers inhérents à l'euro-marché, notamment du point de vue de la concordance des durées de validité, ainsi que des risques concernant la rentabilité et le refinancement.

Dans le secteur titres, nous avons notamment participé aux opérations d'émission ainsi qu'au commerce de valeurs mobilières. A la date du bilan, notre portefeuille se chiffrait à 296 millions de francs luxembourgeois (environ 21 millions de DM). Dès le premier exercice, nous avons été en mesure d'épuiser la possibilité légale de constituer une provision pour amortissement forfaitaire. Ce faisant,

nous pensons avoir pris des précautions pour tous les risques possibles afférents aux opérations de crédit.

Nous exprimons tous nos remerciements à nos collaborateurs qui ont fait preuve d'initiative et de dévouement pendant la période de constitution de notre société.

Nous proposons à l'Assemblée Générale Ordinaire d'approuver le présent bilan ainsi que le compte de profits et pertes au 30. 9. 1971 et, en particulier, de prendre les décisions suivantes concernant la répartition du bénéfice de francs luxembourgeois 14.656.183,— (1,03 million de DM environ):

Affectation à la réserve légale	Flux 1.000.000,—
Affectation à la réserve libre	Flux 13.000.000,—
Report à nouveau	Flux 656.183,—
	<u>Flux 14.656.183,—</u>

Le président du Conseil d'Administration de notre banque, Monsieur Heinz Osterwind, désire quitter ce Conseil après s'être retiré de ses fonctions de Membre du Comité de Direction de la Deutsche Bank AG. Monsieur Osterwind a fortement contribué à la création et au développement de notre institut par son initiative ainsi que par ses conseils nés de son expérience des affaires allemandes et internationales durant des décennies. Nous tenons à lui exprimer ici nos remerciements les plus sincères.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de coopter au Conseil d'Administration Monsieur Franz Heinrich Ulrich, Membre du Comité de Direction de la Deutsche Bank AG qui prendrait ainsi la place de Monsieur Osterwind.

Luxembourg, le 21 décembre 1971

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Commissaire à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 1972

Conformément à l'article 25 des statuts de la société, je confirme avoir examiné les comptes de l'exercice au 30 septembre 1971 présentés par le Conseil d'Administration. D'après mes contrôles et vérifications, ces comptes se trouvent en parfaite concordance avec les écritures comptables de

la société et en conformité avec les dispositions légales.

Par conséquent, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 30 septembre 1971 tels qu'ils vous sont présentés.

Luxembourg, le 4 janvier 1972

LE COMMISSAIRE

ACTIF

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

	Francs	Francs
Disponible et réalisable		
Disponibilités:		
Caisse	36.434	
Avoirs en banque à vue et à 30 jours au plus:		
autres banques	5.585.215.222	
Avoirs en banque à terme:		
autres banques	7.970.861.044	
Portefeuille-effets	68.009.282	
Débiteurs divers:		
gagés	4.844.446.245	
non gagés	<u>10.274.955.181</u>	<u>15.119.401.426</u>
Portefeuille-titres:		
fonds publics étrangers	174.620.607	
autres valeurs à revenu fixe	<u>121.236.799</u>	295.857.406
Divers		336.606.169
Comptes gérés		48.293.157
Immobilisé		
Autres participations		1.498.159
Matériel et mobilier		1.997.858
		<u>29.427.776.157</u>
		<u> </u>

Bilan au 30 Septembre 1971

PASSIF

	Francs	Francs
Exigible		
Engagements envers les banques à vue ou à 30 jours au plus:		
maison-mère, succursales et filiales	376.203.946	
autres banques	<u>10.318.661.563</u>	10.694.865.509
Engagements envers les banques à terme:		
autres banques		15.425.014.192
Dépôts et comptes courants:		
à vue et à un mois au plus	833.544.881	
à plus d'un mois	<u>1.495.750.004</u>	2.329.294.885
Créditeurs divers		891.146
Divers		340.463.036
Comptes gérés		48.293.157
 Non exigible		
Capital		420.000.000
Provisions et amortissements		154.298.049
 Comptes de résultats		
<u>Bénéfice de l'exercice</u>	<u>14.656.183</u>	
 =====		29.427.776.157
 Comptes d'ordre		
Actifs de la banque donnés en garantie		302.500

Compte de Profits et Pertes

	Francs	Francs
DÉBIT		
Intérêts et commissions		1.121.524.302
Frais généraux:		
Taxes, impôts et cotisations pour charges sociales	18.391.400	
Organes de la banque et personnel	6.230.928	
Autres frais d'exploitation	<u>6.729.946</u>	31.352.274
Provisions		154.298.049
Amortissements		438.256
Bénéfice net:		
Bénéfice de l'exercice		14.656.183
		<u>1.322.269.064</u>
CRÉDIT		
Intérêts et commissions		1.237.674.591
Revenu du portefeuille-titres, des participations et des immeubles		<u>84.594.473</u>
		<u>1.322.269.064</u>

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 24. Januar 1972 über das Geschäftsjahr 1970/71

1. Allgemeine Entwicklung am Euromarkt

Die Entwicklung am Euromarkt muß vor dem Hintergrund einer Reihe weltweiter wirtschafts- und speziell währungspolitischer Ereignisse gesehen werden. Bestimmende Faktoren waren Währungsunruhen, Konjunkturabschwächung in wichtigen Ländern und Zinssenkungsrunden. Die von einigen Staaten isoliert ergriffenen Maßnahmen wirkten weltwirtschaftlich desintegrerend. Eine dauerhafte Lösung der Weltwährungsprobleme, auf deren Grundlage sich internationaler Kapitalverkehr und Handel wieder ungehindert entwickeln können, ist dringend erwünscht. Ein erster gewichtiger Schritt in diese Richtung ist im Dezember 1971 durch die Beschlüsse des Zehner-Clubs in Washington getan worden.

Ungeachtet dieser störenden Einflüsse hat sich das Marktvolumen innerhalb des Berichtszeitraumes ausgeweitet. Nach den Feststellungen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in ihrem Jahresbericht 1970/71 beliefen sich die Fremdwährungskredite in den acht berichtenden europäischen Ländern per Ende 1970 auf

57 Mrd. US\$ (Vorjahr: 44) (= +30%)

davon entfielen:

auf US-Dollar

46 Mrd. US\$ = rd. 81% (Vorjahr: 37,5 = 85%)

auf andere Währungen

11 Mrd. US\$ = rd. 19% (Vorjahr: 6,5 = 15%)

Bis Ende August 1971 dürfte sich das Gesamtvolume auf ca. 60 Mrd. US\$ erhöht haben.

Diese Entwicklung wurde entscheidend bestimmt durch

- eine weitere Erhöhung des US-Zahlungsbilanzdefizits,
- das Zinsgefälle zwischen dem Euromarkt und den nationalen Geldmärkten,

- den zunehmenden Kreditbedarf nicht nur von Großunternehmen, insbesondere multinationaler Prägung, sondern auch von mittleren Firmen, der besonders Kurssicherungsbedürfnissen diente.

Anfang Mai 1971 führten verschiedene Maßnahmen europäischer Länder zu einer vorübergehenden Marktbeunruhigung und zu einer Umlenkung der Geld- und Kapitalströme. Unter anderem wurden Verbote der Verzinsung von Auslandseinlagen verhängt, so daß diese Gelder statt auf den nationalen Märkten Anlage im Euromarkt suchten.

Von weit einschneidenderer Bedeutung waren die von den USA am 15. August 1971 verkündeten protektionistischen Maßnahmen sowie die Aufhebung der Goldeinlösungspflicht. Beides führte am Euromarkt vorübergehend zu einer hektischen Nachfrage nach US-Dollars, insbesondere in kurzen Fälligkeiten. Noch in den Vormonaten hatte sich das Zinsniveau für US-Dollars am Euromarkt etwa parallelaufend zu den Prime-Rate-Senkungen in den USA stufenweise vermindert. Auch die übrigen im Euromarkt gehandelten Währungen wurden von dieser Entwicklung berührt, wobei eine Reihe von Staaten Maßnahmen ergriffen, um den grenzüberschreitenden Geld- und Kapitalverkehr einzuschränken. Es entstanden gespaltene Devisenmärkte, die den Zugang zum Euromarkt erschwerten oder unmöglich machten. Demzufolge gewann die Marktaktivität auf dem Sektor der Zinsarbitrage größere Bedeutung.

Auch der Eurokapitalmarkt wurde von den Erschütterungen des internationalen Währungssystems sowie den über die einzelnen Volkswirtschaften hinaus wirkenden binnengesetzlichen Maßnahmen einzelner Länder betroffen.

Das von internationalen Anleihekonsortien garantierte und angebotene Emissionsvolumen war mit ca. 0,8 Mrd. US\$ bzw. Gegenwert im 4. Quartal 1970 gegenüber den Vorperioden bereits stark angestiegen. Im 1. Quartal 1971 wurde mit mehr als 1,2 Mrd. US\$ ein neuer Höchststand erzielt. Die Ergebnisse des 2.

und 3. Quartals lagen zwar nur leicht über den entsprechenden des Vorjahres, dennoch erreichten die Emissionen der ersten drei Quartale 1971 bereits den Gesamtbetrag von 1970 (ca. 2,4 Mrd. US\$).

Die währungs- und wirtschaftspolitischen Entscheidungen des 8. und 9. Mai und des 15. August 1971 hatten einerseits den Effekt, die Aktivitäten auf dem Eurokapitalmarkt einzuschränken, andererseits führten sie zu einer Verschiebung der Relationen der Emissionswährung zuungunsten des Dollars.

Der Nominalzins von auf US-Dollar lautenden „Straight Bonds“, der im 3. Quartal 1970 auf 9,5% angestiegen war, ging bis Ende des Jahres auf 8,5%, im 1. Quartal 1971 auf 8% zurück und erreichte in einer erneuten Aufwärtsbewegung stufenweise im 3. Quartal d. J. 9%. DM-Anleihen, 1970 im allgemeinen mit einem Nominalzins von 8,5% ausgestattet, gingen im Verlauf des 1. Halbjahres bis 7,5% zurück, stiegen während des 3. Quartals dann erneut bis 8% an.

Der Euromarkt hat seine Funktionsfähigkeit in allen Bereichen auch während der sehr differenziert verlaufenen Entwicklung stets voll erhalten. Er hat sich somit weiterhin als eine wichtige Drehscheibe der internationalen Liquidität erwiesen, eine Tatsache, die auch von seinen Kritikern anerkannt wird. Stärkere Transparenz oder die Schaffung von Evidenzzentralen sind zu begrüßen, wobei allerdings ein ausreichendes Maß an Freiheit für den internationalen Geld- und Kapitalverkehr gesichert bleiben müßte.

2. Zur Entwicklung unserer Bank

Die Entwicklung im 1. Geschäftsjahr der Gesellschaft hat unsere Erwartungen voll erfüllt. In dieser Aufbauphase waren wir in erster Linie bestrebt, eine Position im Euromarkt zu erlangen und diese auszubauen. Gleichzeitig waren wir bemüht, uns am Bankplatz Luxemburg zu integrieren. In diesem Zusammenhang traten wir in die Luxemburger Bankenvereinigung ein, erhielten die Zulassung zur Luxemburger Börse und beteiligten uns außerdem an der „Centrale de Livraison de Valeurs Mobilières“ (CEDEL). Für die entgegenkommende Aufnahme sind wir allen öffentlichen Stellen sowie insbesondere den der Deutsche Bank AG traditionell freundschaftlich verbundenen Banken in Luxemburg zu Dank verpflichtet.

Für die geschäftliche Ausweitung waren bestimmend

1. die Aktivität im internationalen Kreditgeschäft auf kurz-, mittel- und langfristiger Basis in allen konvertierbaren Währungen;
2. das Zinsarbitragegeschäft, das insbesondere im letzten Quartal des Geschäftsjahres aufgrund der währungspolitischen Ereignisse noch an Bedeutung gewann.

Dieser Expansion Rechnung tragend, haben wir bereits am 2. Oktober 1970 das Kapital von 140 Mill. LF (= rd. 10 Mill. DM) auf 280 Mill. LF (= rd. 20 Mill. DM) und am 21. Dezember 1970 um den gleichen Betrag auf 420 Mill. LF (= 30 Mill. DM) (jeweils voll eingezahlt) erhöht. Wir werden auch in Zukunft Wert darauf legen, unsere Eigenmittel weiter zu verstärken.

Unsere Kundenforderungen beliefen sich zum Bilanzstichtag auf rd. 15,1 Mrd. LF (= rd. 1,1 Mrd. DM). Wir haben den besonderen Risiken des Euromarktes, insbesondere unter dem Gesichtspunkt der Fristenkongruenz, sowie dem Rentabilitäts- und Refinanzierungsrisiko, Rechnung getragen.

Auf dem Effektensektor beteiligten wir uns vornehmlich im Emissionsgeschäft und befaßten uns mit dem Wertpapierhandel. Unser Eigenbestand belief sich zum Bilanzstichtag auf 296 Mill. LF (= rd. 21 Mill. DM).

Bereits in diesem 1. Geschäftsjahr sind wir in der Lage, die gesetzliche Möglichkeit der Bildung einer pauschalen Wertberichtigung auszuschöpfen. Hiermit meinen wir zugleich für alle denkbaren Kreditrisiken Vorsorge getroffen zu haben.

Unsren Mitarbeitern, die sich beim Aufbau unserer Gesellschaft durch jederzeitige Einsatzfreude und Zuverlässigkeit bewährt haben, sprechen wir unseren Dank aus.

Der Generalversammlung schlagen wir vor, der vorliegenden Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1971 zuzustimmen und insbesondere über den Gewinn in Höhe von 14.656.183 LF (= rd. 1,03 Mill. DM) wie folgt zu beschließen:

Zuweisung zur gesetzlichen

Rücklage	1.000.000,— LF
Zuweisung zur freien Rücklage	13.000.000,— LF
Vortrag auf neue Rechnung	656.183,— LF
	<u>14.656.183,— LF</u>

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates unserer Bank, Herr Heinz Osterwind, möchte aus dem Verwaltungsrat ausscheiden, nachdem er in diesem Jahr seine aktive Tätigkeit als Vorstandsmitglied der Deutsche Bank AG beendet hat. Herr Osterwind hat zur Gründung und Entwicklung unseres Instituts durch seine Initiative sowie durch seinen auf jahrzehntelangen Erfahrungen im deutschen und inter-

nationalen Geschäft gestützten Rat maßgeblich beigetragen. Es sei ihm auch an dieser Stelle herzlicher Dank ausgesprochen.

Der Generalversammlung wird vorgeschlagen, an Stelle von Herrn Osterwind Herrn Franz Heinrich Ulrich, Vorstandsmitglied der Deutsche Bank AG, dem Verwaltungsrat zuzuwählen.

Luxemburg, den 21. Dezember 1971

DER VERWALTUNGSRAT

**Bericht des Prüfungskommissars
an die Ordentliche Generalversammlung vom 24. Januar 1972**

Gemäß Art. 25 der Satzung der Gesellschaft bestätige ich hiermit, daß ich den mir vom Verwaltungsrat vorgelegten Jahresabschluß zum 30. September 1971 geprüft habe. Meine Feststellungen haben ergeben, daß dieser mit den Büchern der

Gesellschaft und den gesetzlichen Vorschriften übereinstimmt.

Demnach schlage ich vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. September 1971 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 4. Januar 1972

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

	Francs	Francs
Umlaufvermögen		
Flüssige Mittel:		
Kassenbestand	36.434	
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällig oder mit Laufzeiten bis zu 30 Tagen:		
an andere Kreditinstitute	5.585.215.222	
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 30 Tagen:		
an andere Kreditinstitute	7.970.861.044	
Wechsel	68.009.282	
Forderungen an Kunden:		
gesichert	4.844.446.245	
nicht gesichert	<u>10.274.955.181</u>	15.119.401.426
Wertpapiere:		
Schuldverschreibungen	174.620.607	
ausländischer öffentlicher Stellen	121.236.799	295.857.406
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten	336.606.169	
Durchlaufende Kredite	48.293.157	
Anlagevermögen		
Beteiligungen	1.498.159	
Betriebs- und Geschäftsausstattung	1.997.858	
.....	<u>29.427.776.157</u>	
.....		

Bilanz zum 30. September 1971

PASSIVA

	Francs	Francs
Fremde Mittel		
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällig oder mit Laufzeiten bis zu 30 Tagen:		
gegenüber der Muttergesellschaft oder Tochtergesellschaften	376.203.946	
gegenüber anderen Kreditinstituten	<u>10.318.661.563</u>	10.694.865.509
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 30 Tagen:		
gegenüber anderen Kreditinstituten		15.425.014.192
Einlagen anderer Gläubiger:		
täglich fällig oder mit Laufzeiten von höchstens einem Monat	833.544.881	
mit Laufzeiten von mehr als einem Monat	<u>1.495.750.004</u>	2.329.294.885
Guthaben anderer Einleger:		
andere Gläubiger		891.146
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		340.463.036
Durchlaufende Kredite		48.293.157
Eigene Mittel		
Grundkapital		420.000.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen		154.298.049
Ergebnisrechnung		
Gewinn des Geschäftsjahres		14.656.183
		<u>29.427.776.157</u>
Bilanzvermerke		
Zur Gewährleistung gegenüber Dritten verwendete Aktiva der Bank		302.500

Gewinn- und Verlustrechnung

	Francs	Francs
AUFWENDUNGEN		
Zinsen und Provisionen		1.121.524.302
Allgemeine Unkosten:		
Steuern und soziale Abgaben	18.391.400	
Personalaufwendungen	6.230.928	
Andere Geschäftsunkosten	<u>6.729.946</u>	31.352.274
Rückstellungen und Wertberichtigungen		154.298.049
Abschreibungen		438.256
Bilanzgewinn:		
Gewinn des Geschäftsjahres	<u>14.656.183</u>	
		1.322.269.064
		<u><u><u></u></u></u>
ERTRÄGE		
Zinsen und Provisionen		1.237.674.591
Erträge aus Wertpapieren, Beteiligungen sowie Grundstücken und Gebäuden		<u>84.594.473</u>
		1.322.269.064
		<u><u><u></u></u></u>

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on January 24, 1972 for the Business Year 1970/71

1. General development on the Euro market

The development on the Euro market must be seen against the background of a number of world-wide events in the sphere of economic and especially of monetary policy. The decisive factors were monetary unrest, a slackening of economic activity in important countries and a series of interest rate reductions. The isolated measures adopted by some countries had a disintegrating effect internationally. A lasting solution to world monetary problems, which would form the basis for the unrestricted flow of international capital transactions and trade, is urgently needed. The first important step in this direction was taken at the Group of Ten meeting in Washington in December 1971.

Despite these disturbing influences the market volume expanded during the period under review. According to the Annual Report for 1970/71 of the Bank for International Settlements the foreign currency loans at the end of 1970 in the eight European countries reporting totalled

US\$ 57 billion (previous year: 44) (= +30%)
of which:

Dollar-denominated: US\$ 46 billion = approx. 81%
(previous year 37.5 = 85%)

Other currencies: US\$ 11 billion = approx. 19%
(previous year 6.5 = 15%)

It is estimated that the total volume had risen to roughly US\$ 60 billion by the end of August 1971.

This development was mainly determined by

- a further rise in the US balance of payments deficit,
- the interest differential between the Euro market and the national money markets,
- the increased need for credit, not only by major companies, especially multinationals, but also by medium-sized firms, especially to cover foreign exchange risks.

At the beginning of May 1971 different measures adopted by European countries temporarily unsettled the market and brought about a redirection in the flow of money and capital. Among other things prohibitions of interest payments on foreign deposits resulted in the investment of these funds in the Euro market instead of domestic markets.

The protectionist measures announced by the USA on August 15, 1971 and the suspension of gold convertibility were far more important. While in previous months interest rates for Euro-US\$ had been reduced roughly parallel to the cuts in the US prime rate, both these US measures temporarily led to a hectic demand especially for short-term US\$. The other Euro currencies were also affected by this change of US economic policy. A number of countries reacted by restricting cross-frontier money and capital transactions and by creating two-tier foreign exchange markets which made access to the Euro market difficult or impossible. As a result arbitrage operations gained in importance.

The Euro bond market was also affected by the disturbances of the international monetary system and by domestic measures adopted in certain countries which had world-wide repercussions.

At roughly US\$ 0.8 billion or the equivalent, the volume of issues underwritten and floated by international syndicates in the last quarter of 1970 had already risen sharply against the previous quarters. In the first quarter of 1971 it reached a new peak at more than US\$ 1.2 billion. Although the results for the second and third quarters were only slightly above those for the corresponding periods of 1970, the total volume of issues in the first three quarters of 1971 was already as large as that for the whole of 1970 (approximately US\$ 2.4 billion).

The monetary and economic decisions of May 8 and 9 and of August 15, 1971 resulted in a reduction of operations on the Euro bond market as well as in a shift in the currencies of denomination to the disadvantage of the US\$.

The nominal interest rate for straight bonds denominated in US\$, which had risen to 9.5% in the third quarter of 1970, dropped to 8.5% by the end of the year and 8% in the first quarter of 1971; then, in a renewed upward trend, it gradually moved to 9% in the third quarter. The nominal interest rate for DM loans, which in 1970 had usually been 8.5%, fell to 7.5% during the first half of 1971 and then climbed to 8% again during the third quarter.

Even during its very differentiated development the Euro market has continued to retain its efficiency in all sectors. It has thus proved its importance as a turn table for international liquidity, a fact recognised by its critics as well. More transparency or the creation of information centres would be welcomed; sufficient freedom for international money and capital transactions should, however, be ensured.

2. On the development of our bank

The development during the company's first financial year fully came up to our expectations. During this initial phase of operations our main aim was to acquire a position in the Euro market and strengthen this. At the same time it was our wish to become integrated into the banking scene in Luxembourg. With this view we joined the "Association des Banques et Banquiers", Luxembourg, obtained admission to the Luxembourg Stock Exchange, and also took a share in the "Centrale de Livraison de Valeurs Mobilières" (CEDEL). We owe our thanks to all the public authorities in Luxembourg and in particular to those banks with traditional ties of friendship with the Deutsche Bank AG for the friendly reception accorded to us.

The decisive factors in our business expansion were

1. the activity in the international credit business on a short, medium and long-term basis in all convertible currencies;
2. the interest arbitrage business, which gained further in importance particularly during the last quarter of the financial year, as a result of the events in the monetary field.

In view of this expansion we raised our capital on October 2, 1970 from LF 140 million (approximately DM 10 million) to LF 280 million (approximately DM 20 million), and again on December 21, 1970 by the same amount to LF 420 million (approximately DM 30 million). In each case the capital was fully paid-up. We shall place emphasis in future as well on further increasing our own funds.

On balance sheet date our claims on customers amounted to approximately LF 15.1 billion (approximately DM 1.1 billion). We paid due attention to the special risks of the Euro market, particularly from the point of view of the congruence of maturities, and the profitability and refinancing risks.

In the securities sector we participated mainly in the issue business and dealings in securities. On balance sheet date our own holdings of securities amounted to LF 296 million (approximately DM 21 million).

Although this is our first financial year we are in a position to make use of the legal possibility for a global adjustment. In doing so we believe we have made provision for all conceivable credit risks.

We should like to express our thanks to our staff, who with unfailing goodwill and reliability made a great contribution to the development of our company.

We propose that the Ordinary General Meeting approve the Balance Sheet and the Profit and Loss Account presented as per 30. 9. 1971 and in particular that it resolve as follows on the appropriation of the profit of LF 14,656,183 (approximately DM 1.03 million):

Allocation to the statutory reserve fund	LF 1,000,000.—
Allocation to the voluntary reserve fund	LF 13,000,000.—
Carried forward	LF 656,183.—
	<u>LF 14,656,183.—</u>

The Chairman of the Board of Directors of our bank, Mr. Heinz Osterwind, has, after having terminated his active duties as a member of the Board of Managing Directors of Deutsche Bank AG, expressed his wish to retire from the Board of Directors.

With his initiative and counsel based on many years of experience in domestic and international banking, Mr. Osterwind has essentially contributed to the formation and development of our company.

We should like to take this opportunity to express our warmest thanks to him.

It is proposed to the Ordinary General Meeting to elect in place of Mr. Osterwind Mr. Franz Heinrich Ulrich, member of the Board of Managing Directors of Deutsche Bank AG, a member of the Board of Directors.

Luxembourg, December 21, 1971

THE BOARD OF DIRECTORS

Auditor's Report to the Ordinary General Meeting on January 24, 1972

Persuant to Article 25 of the company's Articles of Association, I herewith confirm having audited the annual Statement of Accounts as per September 30, 1971 submitted to me by the Board of Directors. My audit has resulted in an accord of the

Statement of Accounts with the company's books and in conformity with the legal provisions.

Accordingly I propose that the Balance Sheet and the Profit and Loss Account as per September 30, 1971 be approved in the form submitted.

Luxembourg, January 4, 1972

THE AUDITOR

ASSETS

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

	Francs	Francs
Current Assets		
Liquid assets:		
cash	36,434	
Balances with banks, payable on demand or for agreed periods up to 30 days:		
other banks	5,585,215,222	
Balances with banks for agreed periods of more than 30 days:		
other banks	7,970,861,044	
Bills discounted	68,009,282	
Other advances:		
secured	4,844,446,245	
unsecured	<u>10,274,955,181</u>	<u>15,119,401,426</u>
Securities:		
foreign state and municipal securities	174,620,607	
other interest-bearing securities	<u>121,236,799</u>	295,857,406
Miscellaneous		336,606,169
Fiduciary accounts		48,293,157
Fixed Assets		
Investments in subsidiaries	1,498,159	
Furniture and equipment		1,997,858
.....		<u>29,427,776,157</u>
.....		

Balance Sheet September 30, 1971

LIABILITIES

	Francs	Francs
Current Liabilities		
Liabilities to banks, payable on demand or for agreed periods up to 30 days:		
parent company and affiliated institutions	376,203,946	
other banks	<u>10,318,661,563</u>	10,694,865,509
Liabilities to banks for agreed periods of more than 30 days:		
other banks		15,425,014,192
Deposits and current accounts:		
payable on demand or for agreed periods up to 30 days	833,544,881	
for agreed periods of more than 30 days	<u>1,495,750,004</u>	2,329,294,885
Sundry creditors		891,146
Miscellaneous		340,463,036
Fiduciary accounts		48,293,157
Capital and Reserves		
Capital		420,000,000
Provisions for contingencies and depreciation		154,298,049
Profit and Loss Account		
Profit for the financial year		<u>14,656,183</u>
.....		<u>29,427,776,157</u>
Contingent Accounts		
Bank assets pledged as security		302,500

Profit and Loss Account

	Francs	Francs
EXPENDITURE		
Interest and commissions		1,121,524,302
General expenses:		
taxes and social security	18,391,400	
wages and salaries	6,230,928	
other operating expenses	<u>6,729,946</u>	31,352,274
Provisions for contingencies		154,298,049
Depreciations		438,256
Net profit:		
profit for the financial year		14,656,183
		<u>1,322,269,064</u>
REVENUE		
Interest and commissions		1,237,674,591
Income from securities, investments in subsidiaries and real estate		<u>84,594,473</u>
		<u>1,322,269,064</u>

